

Hiver 2021/22

PALESTINE INFO



Ongoing Nakba • Apartheid en Israël/Palestine • Déshumanisation • Antisionisme juif

Edito

Il y a environ six mois les événements se sont précipités en Palestine/Israël et le monde entier avait les yeux rivés sur la région. De nombreux médias ont fait des reportages sur les quartiers de Jérusalem-Est touchés par les expulsions forcées et les déplacements. Les Palestiniens ont eux aussi à nouveau attiré l'attention sur leur situation via les réseaux sociaux. Entre-temps, l'intérêt des médias est retombé et ceux-ci se sont tournés vers d'autres scènes du monde. Cependant l'oppression et l'expulsion de la population palestinienne se poursuivent et restent une réalité. Des organisations de défense des droits humains telles que Human Rights Watch décrivent la pratique politique d'Israël à l'égard de la population palestinienne comme régime d'apartheid et un crime contre l'humanité. Dans les articles suivants, les expulsions continues (Ongoing Nakba) et la discrimination systématique des Palestiniens sont mises en lumière à l'aide d'exemples concrets. Pour justifier les pratiques d'oppression, les Palestiniens sont systématiquement déshumanisés dans le narratif israélien. En tant que magazine semestriel, nous avons l'ambition de ne pas seulement refléter les dernières nouvelles de la région, mais aussi d'analyser les évolutions à long terme. Ce numéro se concentre sur l'oppression et l'expulsion de la population palestinienne qui remonte à la Nakba en 1947/48 et dure depuis plus de 70 ans.

Nous vous souhaitons une bonne lecture et nous réjouissons de vos réactions et de vos dons sur notre compte postal 40-756856-2.

Couverture : Présence permanente de la puissance occupante.
Photo : Michael Greub.

Brèves

ONG palestiniennes classées terroristes

Le ministre israélien de la Défense a annoncé le 19 octobre que six organisations palestiniennes de défense des droits humains, dont Union of Agricultural Work Committees, Al Haq et Adameer, ont été placées sur une liste d'organisations classifiées terroristes. La loi militaire permettant que les preuves restent secrètes, le travail des ONG est criminalisé et donc fortement restreint, sans qu'il y ait d'explications concrètes. Il reste à espérer que la communauté internationale se mobilise contre ce durcissement. tinyurl.com/yfw32fv4

Non à la définition de l'antisémitisme donné par IHRA

La définition opérationnelle de l'antisémitisme donnée par International Holocaust Remembrance Alliance (IHRA) est floue. Les exemples fournis comme illustrations, se référant à Israël, servent de base à la dénonciation de critiques légitimes de la politique israélienne comme étant antisémites. De nombreuses ONG et expert·e·s, notamment issus de la recherche sur l'Holocauste et l'antisémitisme, réfutent cette définition et proposent comme alternative la *Jerusalem Declaration on Antisemitism*. En Suisse, le Conseil fédéral a publié en juin 2021 un rapport sur l'applicabilité de la définition de l'IHRA. Sur la base d'une analyse juridique, il reconnaît la légitimité de la définition pour permettre l'identification d'incidents antisémites. Cependant, le rapport et, plus explicitement encore, l'avis juridique mettent en garde contre une instrumentalisation de l'accusation d'antisémitisme et soulignent que la protection de la liberté d'expression, concernant notamment la critique de la politique israélienne, doit être garantie. Ces mises en garde ne sont que trop justifiées, comme le montrent les expériences de certains pays européens. Ainsi, la Fédération des com-

munités israéliennes a déjà exercé une pression sur le Conseil de la presse Suisse en critiquant un blâme que celui-ci avait adressé à une publication qui avait qualifié le mouvement BDS d'antisémite. Une campagne internationale a été lancée contre l'instrumentalisation politique de l'accusation d'antisémitisme sur la base de la définition de l'IHRA. jerusalemdeclaration.org et noihradefinition.co.uk

Le cas Krähenbühl

En été 2019, des personnes anonymes ont reproché à Pierre Krähenbühl, ancien commissaire général de l'agence pour les réfugiés UNRWA, des irrégularités dans sa gestion d'entreprise et une aventure avec une conseillère financière. A la suite du scandale construit par les médias sur la base de ces rumeurs, le ministre des Affaires étrangères Ignazio Cassis avait suspendu temporairement l'aide financière suisse à l'UNRWA et remis en question son fonctionnement. Cela a conduit P. Krähenbühl à démissionner. Jusqu'à son élection comme Conseiller fédéral, I. Cassis était membre de l'association Suisse-Israël. Une commission d'enquête mandatée par l'ONU a entre-temps conclu que tous les faits reprochés à P. Krähenbühl étaient sans fondement, qu'il n'est allé à l'encontre d'aucun règlement et que sa relation avec la conseillère n'a jamais dépassé les contacts professionnels usuels. tinyurl.com/26jv9rkp

Le nouveau gouvernement d'Israël

Après quatre tours électoraux en deux ans, une coalition gouvernementale a été formée en juin 2021 par huit partis en réalité incompatibles. Leur point commun est de haïr l'ancien Premier ministre Netanyahu, actuellement en procès pour corruption. L'homme fort et nouveau Premier ministre est le dirigeant du mouvement de colons, Naftali Bennett, un homme dont les intentions d'annexion ne sont en rien inférieures

à celles de B. Netanyahu. Dans son projet de budget, le nouveau gouvernement a approuvé un montant plus important pour les communes arabes d'Israël, négligées financièrement pendant les dernières décennies. Il espère ainsi dissuader les citoyen·ne·s palestiniennes de se montrer solidaires avec les Palestiniens du territoire occupé. Actuellement, l'annexion planifiée de la Vallée du Jourdain est gelée, mais elle n'est pas abandonnée.

Bilan annuel de B'tselem

B'tselem est une organisation israélienne des droits humains. Elle s'engage pour l'égalité de tous les êtres humains. Cette ONG tient la liste du tribut de sang payé par la population civile et désarmée palestinienne, tuée par les forces de sécurité israéliennes. En 2020, ce sont 27 personnes dont sept mineur·e·s. 23 personnes ont été abattues en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, trois à l'intérieur des frontières israéliennes et une dans la bande de Gaza, la plupart du temps par des francs-tireurs. B'tselem documente les violations des droits humains par Israël depuis près de 20 ans. btselem.org

Le Conseil pour la paix sur une mauvaise pente

Le Conseil suisse pour la paix a été fondé en 1945 et se consacre à la promotion de la paix. Dans les années 70 et 80, cette organisation a joué un rôle important au sein du mouvement pacifiste contre la guerre et ses marches de Pâques annuelles. Elle continue aujourd'hui à publier chaque trimestre la *Friedenszeitung*. Dans l'édition de juin 2021, un article écrit par Hagai Dagan sur les perspectives actuelles touchant le conflit du Proche-Orient a été repris de la TAZ. L'auteur y fait tout pour minimiser le conflit et pour le présenter comme une lutte entre « extrémistes » des deux bords. Un membre du Conseil pour la paix a rédigé un contravis et demandé à ce qu'il soit publié. Peter Weisshaupt, rédacteur en chef du journal, n'a pas accepté. La tendance

à minimiser le conflit et le fait de placer les agresseurs et les victimes sur un pied d'égalité étant une constante des publications de quasiment tous nos médias, nous avons décidé de rendre le débat accessible aux personnes intéressées. Le texte et le contre-texte peuvent être consultés en allemand sur notre site Internet. palaestina-info.ch

Lev Haolam, « fairtrade » pour les spoliations, aussi en Suisse

Depuis quelque temps, une famille se rend de marché en marché dans le nord-ouest de la Suisse avec un camping-car transformé en stand, avec l'inscription « Abraham's Fairtrade » sur le véhicule. Les produits proposés viennent de colonies de la Cisjordanie occupée et des hauteurs annexées du Golan. Derrière l'entreprise se cache l'organisation de colons Lev Haolam. Elle combat la campagne BDS, comme l'indique son site Internet, et vend des marchandises exclusives, produites dans les colonies établies en terres palestiniennes en violation du droit international.

Des sous-marins allemands pour l'arsenal atomique d'Israël

Six sous-marins de la marque Dolphin ont été livrés à Israël par le gouvernement allemand entre 2007 et 2017. Le rabais accordé par l'Allemagne, soit la part du coût à la charge des contribuables allemands, correspond à environ un tiers des 1,5 milliard d'euros. L'ancien Premier ministre Netanyahu avait signé une partie des contrats et est aujourd'hui soupçonné d'avoir tiré un profit privé de ces accords. Des enquêteurs israéliens ont mené des recherches en Allemagne, mais l'examen mené par certains services allemands conclut à l'absence de soupçons suffisants contre des sujets nationaux, c'est à dire des actes punissables pénalement. Drakon (dragon), Tanin (crocodile) et Léviathan (monstre marin), noms des trois plus récents sous-marins de la marine israélienne, continuerons certainement à faire parler d'eux. tinyurl.com/day4rc96

L'industrie sécuritaire d'Israël et la forteresse Europe

Frontex, l'organisation militaire créée dans le but de tenir les personnes réfugiées à distance des frontières d'Europe, dispose d'un budget de plusieurs milliards d'euros et emploie des milliers de gardiens frontaliers armés. Les technologies israéliennes de surveillance et de repérage de cibles les soutiennent de plus en plus dans leur objectif de traquer et de renvoyer les personnes en fuite vers les frontières. L'Italie, la Grèce et l'Allemagne s'y sont procurés des drones, des systèmes de radar et des bateaux de patrouille. Ces technologies, développées par l'industrie d'armement israélienne, et notamment par Elbit, Verint System et Israeli Aerospace Industries (IAI), sont financées de manière déterminante par l'UE. L'année passée, Frontex a commandé des drones pour les patrouilles maritimes auprès de IAI Heron. barrikade.info/article/4790

Ben & Jerry's fait preuve de courage

En juillet 2021, l'entreprise américaine Ben & Jerry's a annoncé défendre le point de vue selon lequel « les entreprises portent une responsabilité et qu'elles ont la possibilité de faire changer le monde ». Cette déclaration a été faite pour expliquer pourquoi elle renoncerait à l'avenir à livrer ses glaces aux colonies illégales du territoire occupé de Cisjordanie. Depuis, un tsunami d'insultes a déferlé sur l'entreprise. tinyurl.com/tkau98

A titre personnel

Dès le prochain numéro, nous vous présenteront une nouvelle mise en page que nous attendons déjà avec impatience.

Un seuil a été franchi

Après 54 ans d'occupation, il ne peut plus être question d'une situation temporaire. L'apartheid en Palestine n'est pas un scénario hypothétique ou futur, mais une réalité pour des millions de Palestinien-ne-s. C'est à cette analyse que l'ONG Human Rights Watch est parvenue.

Omar Shakir

En avril, Human Rights Watch a publié « A Threshold Crossed »¹, un rapport de 213 pages d'où il ressort que les autorités israéliennes commettent les crimes contre l'humanité que sont l'apartheid et la persécution. C'est ce que nous a permis de constater la documentation réunie autour du sujet de la politique gouvernementale dans son ensemble, visant à maintenir la domination des Israélien-ne-s juives et juifs sur les Palestinien-ne-s, et des graves abus commis à l'encontre des Palestien-ne-s vivant dans le territoire occupé, Jérusalem-Est compris.

Dans les derniers mois, un cœur de voix de plus en plus important, composé de personnalités aussi variées que des anciens ambassadeurs d'Israël en Afrique du Sud et des membres actuels de la Knesset ou encore l'ancien Secrétaire général de l'ONU et le ministre français des Affaires étrangères, a fait référence à l'apartheid en parlant du traitement discriminatoire qu'Israël inflige aux Palestiniens, en particulier dans le territoire occupé. Malgré cela, de nombreuses personnes en Europe, dont celles qui critiquent les violations des droits humains par Israël, hésitent à appliquer cette étiquette à la conduite de l'Etat hébreu.

Cependant, si l'on peut certainement comprendre, compte tenu de l'héritage du passé, que l'Allemagne se soucie du bien-être du peuple juif, cette attitude ne devrait pas pour autant se traduire par une validation de la conduite abusive et discriminatoire du gouvernement israélien, notamment dans le territoire occupé. Le déni de cette réalité revient à enfouir la tête toujours plus profondément dans le sable.

¹ Résumé en français « Un seuil franchi ».

Saisir la dimension globale

Le problème, au départ, est la mainmise qu'exerce le gouvernement israélien depuis plus d'un demi-siècle sur les terres situées entre la mer Méditerranée et le Jourdain, englobant Israël et le territoire occupé, où vivent principalement deux populations, de taille à peu près égale. Dans toute cette zone, les autorités israéliennes privilégient méthodiquement l'un de ces deux groupes, les Israélien-ne-s juifs et juives qui, quel que soit leur lieu de résidence, sont régis par le même corps de lois avec les mêmes droits et privilèges. Dans le même temps, ces autorités concèdent à l'autre partie – les Palestiniens – des droits moindres et les discriminent partout systématiquement, mais avec une sévérité implacable dans le territoire occupé. [...] Nous avons entrepris dans ce nouveau rapport d'évaluer le traitement qu'Israël inflige aux Palestiniens à l'intérieur même du pays ainsi que dans le territoire qu'il occupe. Comme nous le faisons dans la centaine de pays dans lesquels nous travaillons, nous avons commencé par documenter les faits, en nous appuyant sur des années de recherche, sur des études de cas comparant des zones palestiniennes à des zones à prédominance ou exclusivement juives, et sur l'examen de documents de planification gouvernementaux, de déclarations d'acteurs en poste de responsabilité et d'une série d'autres documents.

En Israël dans son ensemble et dans le territoire occupé, Human Rights Watch a constaté que les autorités israéliennes privilégiaient intentionnellement les Israélien-ne-s juives et juifs au détriment des Palestiniens. Elles ont à cette fin

adopté des politiques visant à minimiser la part des Palestiniens qu'elles décrivent ouvertement comme « menace démographique » et à obtenir un maximum de terres disponibles pour les communautés juives, tout en parquant la plupart des Palestiniens dans des enclaves surpeuplées. Cette politique, qui prend différentes formes, est poursuivie de manière particulièrement intransigeante dans le territoire occupé.

Le but est bien, comme l'ont dit de hauts responsables israéliens, de « judaïser » les régions israéliennes du Néguev et de la Galilée et, selon les documents de planification gouvernementaux, de maintenir « une solide majorité juive » dans la municipalité de Jérusalem, y compris la partie orientale de la ville unilatéralement annexée et occupée. D'autres plans qui guident les politiques de colonisation du gouvernement prévoient d'installer les Juives et Juifs sur les terres situées entre les centres de population « de la minorité [palestinienne] et leurs environs » en Cisjordanie, et à poursuivre la « séparation » entre la Cisjordanie et Gaza. La politique menée dans tous les domaines poursuit donc le même objectif fondamental : un maximum de terres avec un minimum de Palestiniens.

Nous avons en outre constaté que les autorités israéliennes ont commis de graves abus relevant du crime d'apartheid et de persécution contre les Palestiniens vivant dans le territoire occupé. Elles l'ont fait, entre autres, en imposant des restrictions radicales à la circulation des personnes, sous la forme d'un bouclage généralisé de Gaza depuis 14 ans et d'un système de permis discriminatoire en Cisjordanie, en confisquant plus d'un tiers des terres en Cisjordanie et en refusant le droit de résidence à des centaines de milliers de Palestiniens et à leurs proches.

Définition universelle de l'apartheid

Israël a imposé un régime militaire draconien à des millions de Palestiniens, suspendant leurs droits

civils fondamentaux, alors que pour les Israélien-ne-s juives et juifs vivant sur le même territoire, des lois israéliennes permissives sont en vigueur. Les conditions de vie difficiles créées par l'Etat juif dans certaines parties de la Cisjordanie ont forcé des milliers de Palestiniens à quitter leur habitation.

Nous avons ensuite évalué ces faits par rapport aux dispositions pertinentes du droit international – dans ce cas, le droit établi sur la discrimination – qui prévoit notamment une interdiction universelle de l'apartheid. Bien que ce terme ait été inventé en relation avec des pratiques spécifiques d'Afrique du Sud, les traités internationaux définissent l'apartheid comme un terme juridique universel désignant une forme particulièrement grave d'oppression discriminatoire.

Le droit pénal international, notamment la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid de 1973 et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale de 1998, définit l'apartheid comme un crime contre l'humanité constitué de trois éléments principaux :

- 1) l'intention d'un groupe racial d'en dominer un autre ;
- 2) l'oppression systématique du groupe dominant sur le groupe marginalisé ;
- 3) des abus particulièrement graves identifiés comme actes inhumains.

Par groupe racial, on entend aujourd'hui également le traitement fondé sur l'ascendance et l'origine nationale ou ethnique. Le droit pénal international identifie de même un crime connexe aux crimes contre l'humanité : la persécution. Selon le Statut de Rome et le droit international coutumier, la persécution consiste en une privation grave des droits fondamentaux d'un groupe racial, ethnique ou autre dans une intention discriminatoire.

La ratification par l'Etat de Palestine de ces deux traités au cours des dernières années a renforcé l'application légale de ces deux crimes sur son territoire. Un arrêt rendu par une



La carte d'identité bleu foncé est réservée aux citoyen-ne-s israélien-ne-s juifs et juives et offre le plus de libertés. Les Palestiniens vivant en Israël et en Cisjordanie reçoivent l'un des cinq types de carte d'identité, chacun avec des droits différents. Source : Palestine News Network.

chambre de la Cour pénale internationale (CPI) au début de l'année a confirmé qu'elle était compétente pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité – y compris l'apartheid et la persécution – commis dans le territoire palestinien occupé depuis 2014.

Les voix éminentes s'élèvent

En comparant les faits aux lois, Human Rights Watch a conclu que les autorités israéliennes commettent effectivement des crimes contre l'humanité sous forme d'apartheid et de persécution. Nous avons constaté que les critères identifiant de tels crimes sont réunis dans le territoire occupé dans le contexte d'une politique unique du gouvernement israélien – politique consistant à maintenir la domination des Israélien-ne-s juifs/juives sur les Palestiniens dans tout Israël et dans le territoire occupé, où elle s'accompagne d'une oppression systématique et d'actes inhumains à l'encontre des Palestiniens qui y vivent.

Parfois, la chose la plus importante que peut faire quelqu'un ayant à cœur votre bien-être est de vous dire en face certaines vérités pénibles et de vous obliger à les affronter. Le défunt Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et des dirigeants des Etats-Unis – l'allié numéro un d'Israël –,

dont l'ancien Président Jimmy Carter et l'ancien secrétaire d'Etat John Kerry, se sont exprimés pour mettre en garde contre la perspective d'un apartheid si les choses ne changeaient pas.

Aujourd'hui, l'apartheid n'est pas un scénario qui se dessine, ni une conjecture. Une occupation qui dure depuis 54 ans n'a rien de temporaire. Un seuil a été franchi. L'apartheid, et les persécutions qui l'accompagnent, est une réalité pour des millions de Palestiniens. Pour résoudre un problème, il faut commencer par le reconnaître et le diagnostiquer correctement ; il est vital de mettre fin à l'apartheid pour l'avenir tant des Palestiniens que des Israéliens, comme pour la cause de la paix. Par le fait même de la relation privilégiée que l'Allemagne entretient avec Israël et de par l'histoire, ces deux pays devraient reconnaître la réalité de l'apartheid et de la persécution, et mettre en œuvre les instruments nécessaires pour faire cesser ces crimes contre l'humanité.

Omar Shakir est directeur pour Israël/Palestine auprès de Human Rights Watch.

Source : Zenith, périodique en ligne, « A Threshold crossed », tinyurl.com/5dasydix, 19.7.2021

Ongoing Nakba 2021 : combats urbains impitoyables

Israël poursuit une politique d'expulsion de la population palestinienne depuis plus de 70 ans. Un moyen éprouvé à cet effet est la destruction des maisons palestiniennes et l'expulsion de leurs habitant·e·s. En mai 2021, la population palestinienne des deux côtés du mur de l'apartheid a lancé un signal contre ce nettoyage ethnique continu.

Jonas Hinck



Israël fait détruire des maisons palestiniennes à Jérusalem-Est en juillet 2021. Source: Active Stills.

Je me suis réveillé subitement dans la nuit. Dans la petite rue d'ordinaire si tranquille du village de Bir Zeit en Cisjordanie où j'ai habité pendant un semestre d'échange, on a entendu un fort grondement. De la lumière a filtré à travers les rideaux. Mais lorsque j'ai regardé dehors, les véhicules étaient déjà partis et je n'ai plus rien vu. Sur mon téléphone portable, j'avais un message d'un camarade étudiant : « Il y a aussi eu un bruit énorme vers chez toi tout à l'heure ? » Le lendemain matin à l'université, nous avons appris la cause de ce bruit. Dans la nuit, la force d'occupation israélienne était venue dans le village, à dix kilomètres au nord de Ramallah, avec des véhicules blindés et un bulldozer, et avait détruit la maison de la famille d'un détenu palestinien dans le cadre d'une action

punitrice. Selon un tribunal israélien, la reconstruction de la maison est interdite. « La souffrance des parents et des voisins, qui n'étaient pas impliqués dans les délits, est grande, mais une utilisation raisonnable et limitée du pouvoir de confiscation et de destruction des maisons à des fins dissuasives est nécessaire. » C'est ainsi que les trois juges ont justifié l'ordre de destruction. Parce qu'un délit est reproché à une personne, les membres de sa famille sont expulsés de leur maison. Ce n'est pas un cas unique. Des centaines de Palestiniens se sont de cette manière retrouvés sans abri au cours des dernières années. On punit ainsi des membres de la famille qui n'ont rien à se reprocher. Selon l'organisation de défense des droits humains israélienne B'Tselem, cela constitue une

punition collective contraire au droit international. Cette destruction de maisons s'inscrit dans une stratégie plus générale d'expulsion de la population palestinienne par l'Etat israélien. Cet incident en Cisjordanie occupée n'en est qu'un parmi tant d'autres. En mai 2021, il y a eu de violents affrontements dans de nombreuses parties du territoire occupé et en Israël. Ils ont été déclenchés entre autres par des expropriations programmées et réalisées, des expulsions et des destructions de maisons.

Jérusalem-Est au cœur des tensions

Dans le quartier de Sheikh Jarrah, au nord de la vieille ville de Jérusalem, des groupes de colons et les fondations qu'ils ont créées réclament l'expulsion de plusieurs familles palestiniennes. Comme dans le cas décrit précédemment, les tribunaux israéliens jouent ici aussi un rôle douteux. Mais revenons d'abord sur les antécédents. Les Palestiniens expulsés en 1947/48 ont trouvé refuge à Jérusalem-Est, alors sous contrôle jordanien, où l'agence onusienne pour les réfugiés UNWRA leur a donné en 1956 des terres pour construire leurs propres maisons. En échange, ces Palestiniens ont renoncé à leur statut de réfugiés reconnu par l'ONU. Après l'occupation de la Cisjordanie en 1967, Israël a promulgué en 1972, sous la pression des organisations de colons, des articles spécifiques du droit administratif permettant aux Israéliens juifs et juives de revendiquer des terres qui avaient été soi-disant occupées par des Juifs avant la création d'Israël.

C'est ainsi que des organisations de colons ont argumenté avec succès devant les tribunaux que les terres sur lesquelles se trouve aujourd'hui le quartier de Sheikh Jarrah avaient été en partie achetées par des fondations juives en 1876, à l'époque de l'Empire ottoman. Sur la base de cette décision de justice, un certain nombre de familles ont été expulsées et une annexe de la maison de la famille al-Kurd a été occupée par des colons. Mona et Mohamed al-

Kurd, 23 ans, les jumeaux de la famille, sont devenus les voix les plus connues contre les expulsions de Sheikh Jarrah, ils ont mené divers mouvements de protestation et ont attiré l'attention sur la situation dans leur quartier sur les réseaux sociaux.

Sous le couvert de la justice

En mai, dans une première injonction, un tribunal a ordonné l'expulsion des Palestiniens de leurs maisons du quartier de Sheikh Jarrah. Cette décision a suscité un grand mouvement de résistance au sein de la population. Il est important de noter qu'une organisation de colons juifs peut revendiquer des terres qui appartenaient soi-disant à des Juives et Juifs en 1876. Les Palestiniens réfugiés qui vivent aujourd'hui à Sheikh Jarrah n'ont pas le droit de demander la restitution de leurs propriétés de Haïfa, Jaffa ou Sarafand perdues en 1948. Cette politique s'inscrit dans une stratégie de nettoyage ethnique des Palestiniens à Jérusalem-Est, annexée illégalement, qui vise à céder la place à la colonisation juive. Dans une interview à Radio SRF diffusée en septembre, le vice-maire de Jérusalem, Arieh King, a proclamé publiquement ambitionner une majorité juive dans tout Jérusalem.

En octobre 2021, le tribunal israélien chargé du cas de Sheikh Jarrah a proposé un soi-disant compromis : les habitant·e·s des maisons devraient reconnaître l'organisation de colons juifs comme propriétaire des terres et payer un loyer. En échange, ils/elles seraient à l'abri d'une expulsion pendant 15 ans. De nombreuses familles ont déjà refusé, afin de ne pas reconnaître ainsi l'appartenance des terres à cette organisation de colons juifs. Car leurs maisons pourraient tout de même être détruites au bout de 15 ans.

Mais il n'y a pas qu'à Sheikh Jarrah que les Palestiniens doivent être expulsés. Dans le quartier de Silwan, de l'autre côté, au sud de la vieille ville de Jérusalem, les maisons doivent aussi être détruites et les habitant·e·s palestiniens expulsés.

Ici aussi, les organisations de colons revendiquent les bâtiments au motif que ceux-ci avaient appartenu à des Juives et Juifs avant 1948. À Silwan, deux autres tactiques entrent en jeu. C'est dans ce quartier, le plus proche du mont du Temple, que des archéologues pensent trouver les origines de la ville de Jérusalem remontant à 5000 ans. Afin d'y permettre la réalisation de fouilles, des parties du quartier sont régulièrement déclarées zones militaires, ce qui implique d'abord de détruire les maisons qui s'y trouvent. De plus, on y construit des parcs à thème touristiques comme la « City of David » et « The Park of the King », ce qui entraîne l'expulsion des Palestiniens. Dans le cas du Park of the King, on prétend que le terrain était un parc des rois davidiques et salomoniens mentionné dans la bible. Selon B'Tselem, il n'existe cependant aucune preuve archéologique de cette justification douteuse. Les autorités israéliennes avancent en outre comme argument que les habitant·e·s de Silwan n'ont pas demandé d'autorisation de construire pour leurs maisons et qu'elles doivent donc être démolies. Mais obtenir une autorisation de construire dans Jérusalem-Est, annexée illégalement, est pratiquement impossible pour les Palestiniens.

Vaste élan de solidarité

Les Palestiniens font sans arrêt l'expérience de ces destructions de maisons et de ces expulsions, aussi bien à Jérusalem qu'en Cisjordanie. Les expulsions de Sheikh Jarrah, de Silwan et les protestations qu'elles ont suscitées, ont déclenché un vaste élan de solidarité tant en Cisjordanie qu'en Israël, ce qui est loin d'aller de

soi. En construisant des murs et des points de contrôle, Israël a en effet isolé les Palestiniens de part et d'autre de la ligne d'armistice de 1967 et poursuit une tactique de « division pour régner » qui les soumet à des systèmes juridiques différents. En mai 2021, la société palestinienne d'ordinaire souvent divisée s'est montrée unie et s'est défendue contre les expulsions continues. Les Palestiniens de Cisjordanie peuvent très bien comprendre ce qui arrive aux Palestiniens de Jérusalem-Est. La souffrance partagée les a rapprochés, des grèves générales et des manifestations ont été organisées conjointement dans tout le pays. Le mouvement de protestation était dirigé contre les organisations de colons juifs, mais aussi contre l'Etat israélien qui les soutient et les laisse faire. Par son système juridique, l'Etat confère une légalité et une légitimité apparentes à ces expulsions. L'armée israélienne et les autres forces de sécurité appliquent ensuite les décisions de justice avec une grande rigueur. Depuis la Nakba de 1948, Israël utilise les mêmes moyens pour détruire la propriété légale du logement des Palestiniens et expulser les habitant·e·s. L'objectif est resté identique : débarrasser largement la Palestine historique de la population palestinienne.



Manifestations à Sheikh Jarrah, 2021. Source: Creative Commons.

Vivre dans l'imprévisibilité

Depuis l'expulsion des quatre cinquièmes de la population palestinienne lors de la proclamation de l'État d'Israël – la Nakba – le même processus se poursuit sans interruption de diverses manières, insidieusement ou au contraire au regard de tous. Voici, à titre d'exemple, quelques-uns de ses multiples avatars.

Birgit Althaler

Toutes les personnes dont il va être question vivent dans des lieux divers, contrôlés par l'État d'Israël ou hors de celui-ci, et sont soumises à des législations différentes. Toutes sont néanmoins touchées, d'une façon ou d'une autre, par l'obsession de la société israélienne de vouloir se débarrasser autant que possible des Palestiniens, dans le but de faire de la Palestine historique un État défini comme juif.¹ Le joug, c'est le harcèlement quotidien, l'arbitraire et l'insécurité permanents ainsi que la restriction systématique des libertés personnelles et collectives. Le joug, c'est la négation des droits fondamentaux : le droit de mener une vie en sécurité, de se mouvoir librement, le droit à l'alimentation et à l'éducation. Le joug, c'est même la négation du droit à sa propre histoire, à sa culture et à sa langue.

Nord

Haneen, 46 ans, enseignante au camp de réfugiés palestiniens de Rachidieh au Liban, ne peut pas se rendre aux funérailles de sa grand-tante à Nazareth, à environ 90 kilomètres de là. Elle est l'une des quelque 1,5 million de Palestiniens vivant dans des camps de réfugiés, pour la plupart dans les pays voisins d'Israël. Dans le monde, il y a environ 5 millions de réfugiés palestiniens officiellement enregistrés auprès de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) et 2 millions d'autres non enregistrés. Environ 750 000 Palestiniens, soit quatre cinquièmes de la population de l'époque, ont

été expulsés ou ont fui en 1947–48, au moment de la création de l'État d'Israël. Négligeant délibérément les obligations découlant du droit international et les pratiques habituelles dans ce domaine, Israël leur a jusqu'à présent refusé le retour ainsi qu'à leurs descendants. De ce fait, de nombreuses familles ont été déchirées et sont dans l'impossibilité de se réunir, même si elles vivent relativement près les unes des autres.

Jamal, 56 ans, travailleur social, subit les insultes à répétition que lui lancent des colons de Hébron pendant son travail. Sa tâche consiste à examiner les conditions de vie des Palestiniens dans la vieille ville. Un programme municipal tente de freiner l'exode rapide des quelque 30 000 Palestiniens habitant la partie d'Hébron contrôlée par Israël en proposant des alternatives de placement ciblés, des services de santé et des projets communautaires. L'armée et la police ont confisqué ou mis sous scellés plus de 1000 logements et environ 2000 commerces appartenant à des Palestiniens. La population établie de longue date est lasse d'être attaquée par les quelque 800 colons juifs qui prennent possession de plus en plus d'habitations palestiniennes. En conséquence, ceux et celles qui en ont les moyens financiers, et sont suffisamment jeunes et flexibles, s'en vont chercher un appartement dans les quartiers les plus récents d'Hébron, tandis que le vieux centre risque de se transformer peu à peu en ville fantôme.

Daoud, 52 ans, tente en vain, depuis des années, d'acquiescer à Nazareth un terrain pour agrandir le garage qu'il a repris de son père il y a plus de 30 ans. Nazareth avec ces 80 000

habitant·e·s est la plus grande ville palestinienne en Israël. En 1948, ce fut l'une des rares villes à être largement épargnée par les expulsions. Mais son expansion est activement entravée par les autorités de planification israéliennes. Le Nord d'Israël (la Galilée) est l'une des régions à forte population palestinienne où le gouvernement entend modifier l'équilibre démographique par ce qu'il appelle la judaïsation. Depuis 1948, plus de 900 localités et quartiers ont été aménagés pour la population juive, des zones industrielles établies et des terres attribuées dans le but d'être exploitées. Les localités palestiniennes, quant à elles, ne se voient pas attribuer de zones de développement. Au contraire : les terres palestiniennes restantes sont souvent classées en zones agricoles ou vertes, ce qui empêche la construction de nouvelles maisons. Même dans les villes, les permis de construire sont accordés au compte-goutte, si bien que, selon les estimations, plus de 60 000 maisons palestiniennes non autorisées courent le risque d'être détruites.

Centre

Rami, 28 ans, ses études de maîtrise en sociologie à Montréal terminées, ne peut plus retourner dans sa ville natale de Jérusalem. Il fait partie des plus de 15 000 personnes natives de Jérusalem auxquels les autorités israéliennes ont, depuis le début de l'occupation, en 1967, retiré le permis de séjour dans la ville. La municipalité poursuit une politique démographique qui limite arbitrairement à 40 % le quota des habitant·e·s palestiniens de Jérusalem. Les mesures prises pour atteindre cet objectif sont ingénieuses. L'octroi et le retrait du statut de résident dit « permanent » sont soumis à la décision arbitraire du ministère de l'Intérieur. Les prestations sociales et l'infrastructure de Jérusalem-Est palestinienne sont laissées à l'abandon, les permis de construire sont rarement accordés, tandis que les colons juifs sont autorisés à s'étendre toujours plus loin. Pour leur part, les Palestiniens qui partent vivre dans les faubourgs

ou qui habitent quelque temps à l'étranger ou en Cisjordanie ne peuvent plus revenir.

Khaled, 29 ans, habitant de Tulkarem, n'a aucune chance d'être autorisé à emménager chez sa fiancée qui vit à Umm al-Fahim, à 30 kilomètres de là. Il fait partie des quelque 3,6 millions de Palestiniens vivant en Cisjordanie occupée, tandis que son amie est l'une des 20 % de citoyens palestiniens d'Israël. Alors qu'avant 1993, les Palestiniens des territoires occupés pouvaient travailler librement en Israël, la jeune génération ne connaît qu'un régime strict d'autorisations et de contingents individuels entrecoupés de phases de couvre-feu rigoureux. L'économie palestinienne souffre énormément de la restriction de la liberté de circulation. En raison de l'arbitraire de l'administration militaire, il n'y a aucune sécurité de planification, tant économique que privée. Depuis 2003, les regroupements familiaux des Palestiniens sont pratiquement exclus par la loi en Israël. Soit les familles sont déchirées, soit, si elles détiennent un passeport israélien, elles perdent leur citoyenneté dès lors qu'elles s'installent dans le territoire occupé. En guise de solution de repli, certaines se retrouvent dans un quartier délaissé de Jérusalem-Est, officiellement situé dans les limites de la ville, mais séparé du centre par le mur de séparation et parsemé de postes de contrôle – un statut spécial précaire.

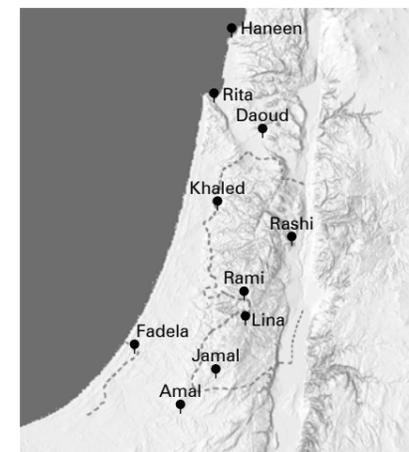
Sud

La jeune *Amal*, 8 ans, vient d'assister pour la cinquième fois à la destruction au bulldozer de son école en tôle ondulée dans le village bédouin d'al-Araqib. Elle est issue d'une famille de Bédouin·e·s arabes de nationalité israélienne – qui représentent environ un tiers de la population du district sud de Beersheba (Naqab/Néguev). Environ la moitié de leurs villages ne sont pas reconnus par l'État et manquent d'infrastructures publiques. Le gouvernement revendique les terres traditionnellement utilisées par les Bédouin·e·s et prévoit de déplacer

environ 40 000 d'entre eux dans des cités de fortune où sévissent la pauvreté et le chômage. Certains villages résistent à leur expulsion et, à chaque fois, reconstruisent sommairement les infrastructures et les tentes détruites par le gouvernement. A Araqib, les bulldozers sont déjà passés près de 200 fois. L'année dernière, dans le seul Naqab/Néguev, 2586 bâtiments ont été détruits.

Ouest

Fadela, 31 ans, jeune écrivaine de Beit Hanoun, dans la bande de Gaza, martèle les dernières lignes sur son ordinateur à la lumière d'une bougie avant que la batterie ne s'épuise et qu'elle doive attendre le retour du courant. Elle fait partie des quelque 1,4 million de réfugiés enregistrés par l'ONU qui vivent dans la Bande de Gaza et représentent environ deux tiers de la population locale. Depuis sa jeunesse, elle a été témoin d'innombrables opérations militaires israéliennes, dont quatre guerres massives qui ont causé d'énormes destructions et fait couler beaucoup de sang. Comme tous les autres habitant·e·s de cette étroite bande côtière, elle souffre des conditions de vie désastreuses de la zone qui a été bouclée depuis 2007. Grâce à ses études de langues, elle a eu la chance de faire partie d'un projet d'échange littéraire qui l'a temporairement aidée à surmonter le sentiment de n'avoir absolument aucune perspective. Elle n'a pratiquement aucune chance de pouvoir voyager dans les



pays de ses correspondant·e·s en ligne. Même ses contacts virtuels sont régulièrement interrompus en raison d'une alimentation électrique limitée à quelques heures par jour.

Rita, 40 ans, originaire de Haïfa, est l'une des 20 % de citoyen·ne·s palestinien·ne·s d'Israël. Photographe amatrice depuis quelques années, elle documente, avec un groupe mixte d'activistes juifs/juives et palestinien·ne·s, les vestiges de localités et de quartiers palestiniens détruits. Le déclin lui est venu en visitant une exposition qui retraçait l'histoire du village d'où ses grands-parents avaient été expulsés en 1948. Avec d'autres descendant·e·s, elle organise des excursions dans les vestiges de certains villages et participe à des projets qui s'occupent à imaginer concrètement le retour des réfugiés et la construction d'une société égalitaire. Par contre, depuis l'adoption de la loi sur l'État-nation en 2018, il est interdit aux citoyen·ne·s palestinien·ne·s d'Israël d'organiser des commémorations officielles de la Nakba.

Est

Lina, 58 ans, originaire de Russie, est médecin et vit depuis 32 ans à Bethléem avec son mari palestinien. Elle fait partie du groupe des conjoints étrangers de Palestiniens – des femmes pour la plupart –, qui vivent en Cisjordanie sans pouvoir légaliser leur statut de manière permanente. Elles n'ont pour la plupart que des visas touristiques qu'elles doivent régulièrement renouveler ce qui est coûteux en temps et en argent et soumis à l'arbitraire des autorités. On estime qu'environ 30 000 familles vivent actuellement dans une telle situation de précarité. Pendant longtemps, la présence de conjoints étrangers a été plus ou moins tolérée. En 2008/09, environ 50 000 de ces conjoints·e·s avaient obtenu au moins un permis de séjour, celui-ci devant également être renouvelé régulièrement. Depuis, Israël a radicalement durci la procédure et l'arbitraire. Les personnes concernées peuvent se voir refuser le droit de revenir après un voyage à l'étranger, les autorisations

¹ Tous les personnages cités sont fictifs, mais leurs histoires se déroulent quotidiennement sous une forme similaire. Une simple recherche avec des mots-clés appropriés permet de trouver ces faits.

de séjour ne sont pas prolongées ou seulement pour quelques semaines ou mois. Depuis peu, beaucoup ne peuvent plus sortir ou entrer par l'aéroport de Tel-Aviv, situé à proximité, car les autorisations ne sont délivrées que pour la Cisjordanie. Des femmes, dont le conjoint palestinien se trouve à l'étranger pour des raisons professionnelles, sont expulsées. Certain·e·s de ces « sans-papiers » n'osent presque plus sortir de leur maison ou de leur village par crainte des contrôles.

Rashid, 36 ans, récolte des dattes pour des colons juifs en tant que salarié sous-payé sur des terres qui appartiennent en fait à sa famille. Il est l'une des quelque 20 000 personnes composant la main-d'œuvre palestinienne travaillant dans l'une des 38 colonies israéliennes construites en violation du droit international dans la vallée du Jourdain. Pour la plupart, ces terrains privés appartiennent à des Palestinien·ne·s ayant été exproprié·e·s ou expulsé·e·s. Faute d'autres sources de revenus, ces derniers se voient contraints de travailler comme ouvrièr·e·s agricoles dans des conditions précaires. Toute protestation pourrait valoir un licenciement et la perte du permis de travail. Alors que les exploitations agricoles israéliennes continuent de s'étendre, les Palestinien·ne·s ne sont autorisé·e·s à acquérir des terres agricoles ni dans le territoire occupé ni en Israël. Quiconque possède encore des terres, se voit soumis à des contraintes administratives l'empêchant pratiquement de les cultiver. La fin du fléau quotidien de l'expulsion et de l'expropriation des Palestinien·ne·s ainsi que de la destruction de leur cohésion sociale n'est pas en vue : la Nakba continue.

La stratégie de déshumanisation

Pour chaque traitement quotidien humiliant et pour chaque violation évidente des droits humains envers les Palestinien·ne·s, Israël trouve une justification. Elle est généralement liée à une déshumanisation constante de la population palestinienne. Cette stratégie fonctionne tellement bien qu'elle permet de maintenir les structures du pouvoir actuelles, pour une bonne part parce que de nombreux médias et Israélien·ne·s juifs partagent ce narratif.

Jenny Hut



«67 enfants tués à Gaza. Voici le prix de la guerre.» La une du journal *Haaretz* a provoqué une vague d'indignation.

« La déshumanisation décrit le processus par lequel une personne ou un groupe social est (entièrement ou en partie) dépouillé de son humanité. »¹ Cette stratégie est extrêmement pertinente dans le contexte de l'oppression systématique des Palestinien·ne·s. Israël se l'approprie afin de justifier la nakba continue, depuis 1947 jusqu'à l'occupation, avec toutes les humiliations quotidiennes qu'elle apporte. Selon le commentateur politique Ra'fat Al-Dajani², la déshumanisation est ancrée profondément dans le narratif d'Israël sur les Palestinien·ne·s et c'est pourquoi elle connaît un tel succès. Au début, les Palestinien·ne·s ont été présentés comme intrinsèquement violents et haineux.

1 Haslam, N., Loughnan, S., Sun, P. (2011). Beastly: What makes animal metaphors offensive? *Journal of Language and Social Psychology*, 30(3), 311–325. doi: 10.1177/0261927X11407168.

2 Ra'fat Al-Dajani (2018). Israel's dehumanization of Palestinians enables oppressive occupation. <https://tinyurl.com/9deu248w>.

Leurs convictions et leurs actes ainsi que la résistance constante ne sont pas interprétés comme une réaction contre l'oppression et la violence continues qu'ils et elles subissent. Israël attribue plutôt à tous les Palestinien·ne·s une haine profonde contre la population juive, étroitement liée à leur identité et leur culture. L'ancien chef de la police israélien, Roni Alsheich, a exprimé cette certitude comme suit : « Tandis que nous avons décidé de vénérer la vie, [...] nos ennemis ont décidé de vénérer la mort. Leur message caché dit que la vie n'a pas de sens et qu'en appuyant sur un bouton ou en tirant un couteau, on pouvait passer dans un meilleur monde. » Sa déclaration illustre comment le racisme antimusulman, qui consiste à attribuer aux musulman·e·s des caractéristiques telles que « arriéré » et « violent », sert à déshumaniser les Palestinien·ne·s. Ce racisme n'est pas uniquement sous-jacent dans la société israélienne, il apparaît aussi régulièrement au grand jour.

Lorsque l'occupation israélienne est thématiquée dans les grands médias internationaux, le besoin de justifier la violence qui y est associée se fait d'autant plus pressant. Le racisme antimusulman paraît alors encore plus évident, comme cela fut le cas en mai 2021 lorsqu'Israël a bombardé la population civile de Gaza pendant des nuits entières. C'est ce qu'indique le rapport 'Index of Racism' de *Tamleh*, le centre arabe de promotion des médias sociaux.³ Ce mois-ci, dans le contexte des attaques israéliennes, il a compté 15 fois plus de déclarations anti-palestiniennes dans les médias sociaux que pour la même période de l'année précédente. La plus grande partie, soit 40% des textes analysés, montrait un racisme explicite contre les Arabes et les Palestinien·e·s.

Effet sur la perception collective

Cette stratégie de déshumanisation ouvre la voie à l'argument israélien suivant : la population palestinienne n'a pas mérité les mêmes droits, parce qu'elle manque de valeurs morales fondamentales. Il est donc facile de légitimer la violence à son encontre. Avec des personnes tellement irrationnelles, brutales et inhumaines, il n'est pas possible de parler raisonnablement. Selon cette argumentation, la seule manière serait donc la violence, utilisée par des acteurs de l'Etat comme l'armée, ou des acteurs qui ne relèvent pas de l'Etat comme les colons juifs. La déshumanisation continue permet à l'Etat d'Israël de faire accepter les violations des droits humains des Palestinien·ne·s sans trop de réactions, puisqu'ils et elles ne sont plus perçus comme des êtres humains à part entière. Cette déshumanisation a un effet cumulatif et durable sur la perception collective des Israélien·ne·s juifs et juives. Elle pourrait expliquer pourquoi il n'y a quasiment pas de résistance au sein de la société civile juéo-israélienne. Les tentatives de présenter les Palestinien·ne·s comme

3 *Tamleh* releases a new research on hate speech on social media platforms among Palestinians : tinyurl.com/y5s46kz6.

des êtres humains à part entière provoquent même des vagues d'indignation. Deux exemples : lorsque le quotidien *Haaretz* a imprimé le 27 mai 2021 à la une le visage de 67 enfants palestiniens qui avaient été victimes des attaques d'Israël contre la bande de Gaza le même mois ; lorsqu'un présentateur de la radio militaire israélienne a comparé la douleur des parents israéliens et palestiniens empêchés de récupérer les cadavres de leurs enfants tués par le gouvernement israélien ou par Hamas. Donner un visage et des émotions à l'ennemi pourrait faire vaciller le bien-fondé de la déshumanisation.

Responsabilité des médias

Cette perspective israélienne domine également les médias hors des frontières d'Israël. Souvent, des représentations et des formulations déshumanisantes se cachent dans des rapports soi-disant objectifs. Ainsi, le quotidien *bz Basel* a illustré un article du 15 mai 2021 avec des images de soldat·e·s de l'armée en deuil et d'Israélien·ne·s se cachant dans des bunkers, faisant apparaître la souffrance de ces personnes. Aucune des quatre photographies ne montrait des Palestinien·ne·s. La légende d'une des photographies de tanks israéliens, indiquait laconiquement : « Des groupes d'artillerie israéliens tirent en direction de la bande de Gaza. 150 objectifs ont été atteints. » De telles descriptions impersonnelles sont également déshumanisantes et contribuent de manière déterminante à la perception et à la formation des opinions en Suisse. Ces multiples tentatives de déshumanisation des Palestinien·ne·s doivent donc aussi être régulièrement dénoncées en Suisse.

Antisionisme juif

Dans un entretien avec la revue *In These Times*, l'enseignant-chercheur en littérature Benjamin Balthaser parle de l'antisionisme juif de la classe ouvrière dans les années 1930 et 1940.



Une affiche électorale de l'Union générale des travailleurs juifs de 1917. Kiev. Avec pour titre « Là où nous vivons, là est notre pays ».

Balthaser aborde les origines coloniales du sionisme moderne et la confrontation de la gauche juive avec celui-ci. Il voit dans le sionisme une forme de nationalisme de droite qui s'oppose fondamentalement à l'internationalisme de la classe ouvrière et constitue une forme d'impérialisme. Extrait d'une interview de Sarah Lazare avec Benjamin Balthaser.

Sarah Lazare : Pouvez-vous expliquer ce qu'est l'idéologie du sionisme ? Qui l'a développée et à quelle époque ?

Benjamin Balthaser : Il faut distinguer différentes choses. Il y a tout d'abord une longue histoire juive qui précède l'idéologie du sionisme et où Jérusalem, l'ancien royaume de Juda, était considéré comme lieu de nostalgie culturelle, religieuse et, pourrait-on dire, messianique. Si vous connaissez la liturgie juive, vous savez qu'elle compte des références à la terre de Sion, à Jérusalem, à l'ancien royaume détruit par les Romains, qui remontent à des milliers d'années.

Au cours de l'histoire juive, il y a eu régulièrement des tentatives funestes de « rentrer » en terre de Palestine, à l'instar de Sabbataï Zevi au 17^e siècle.

Mais dans l'ensemble [...], on ne désirait pas s'y installer effectivement, à l'exception de quelques petites communautés religieuses à Jérusalem et naturellement du nombre limité de Juifs et Juives qui continuaient à vivre en Palestine sous l'empire ottoman – environ 5 % de la population. Le sionisme contemporain et notamment le sionisme politique puisent dans ce grand réservoir de nostalgies culturelles et de textes religieux pour se donner une légitimité et c'est là précisément que réside la confusion.

Le sionisme moderne est né à la fin du 19^e siècle sous la forme d'un mouvement nationaliste européen. Et je pense que c'est ainsi qu'il faut le comprendre. Il faisait partie de ces nombreux mouvements nationalistes européens émanant de minorités opprimées qui ont tenté de créer des Etats nationaux ethniquement homogènes à partir des différentes cultures d'Europe occidentale et orientale. Et il y a eu de nombreux nationalismes juifs à la fin du 19^e et au début du 20^e siècle dont le sionisme n'était qu'un parmi d'autres.

Il y avait le Jüdischer Bund (Union juive), mouvement socialiste de gauche qui a pris de l'ampleur au début du 20^e siècle et qui défendait un nationalisme déterritorialisé en Europe orientale. Si l'Holocauste n'avait pas exterminé ce mouvement et d'autres socialistes juifs d'Europe orientale, nous parlerions peut-être de nationalisme juif dans un tout autre contexte aujourd'hui. A l'époque soviétique, il y a naturellement eu des expériences visant à créer des zones autonomes juives dans les régions où vivaient des Juifs/Juives, comme celle probablement la plus connue à Birobidjan, mais aussi une expérience très courte en Ukraine ou ailleurs en Union soviétique, se fondant sur l'idée yiddish du Dojkait, de la diaspora, de la langue et de la culture yiddish.

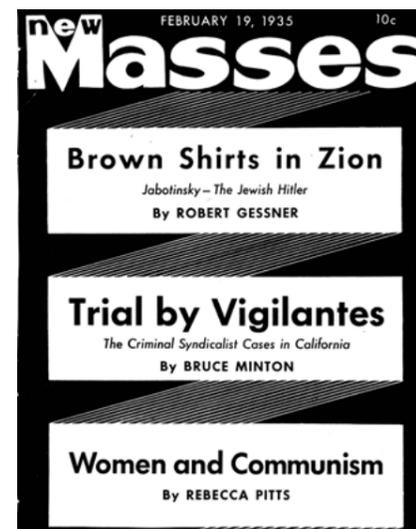
Le sionisme était l'un de ces mouvements nationalistes culturels. La différence tenait au fait que le mouvement s'appuyait sur le colonialisme britannique – une relation mise en

évidence par la Déclaration Balfour de 1917 – et qu'il tentait effectivement de créer son propre pays à partir d'une colonie britannique, la Palestine mandataire, et d'utiliser le colonialisme britannique pour s'établir au Moyen-Orient. [...]. À certains égards, on pourrait dire que le sionisme est un mélange toxique de nationalisme européen et d'impérialisme britannique greffé sur un réservoir culturel de légendes et mythologies juives issues de la liturgie et de la culture juives.

Sarah Lazare : L'un des messages fondamentaux du sionisme moderne est qu'il s'agit d'une idéologie représentant la volonté de l'ensemble des Juifs/Juives. Dans votre essai, vous avancez cependant comme argument que la critique du sionisme dans les années 1930 et 1940 était tout à fait courante au sein de la gauche juive et que cette histoire a été en grande partie effacée. Pouvez-vous expliquer en quoi consistait cette critique et qui l'exprimait ? Benjamin Balthaser : [...] Pour les Juifs/Juives [américain·e·s], nombreuses étaient les raisons de refuser le sionisme avant les années 1940. Il y avait d'une part la critique libérale du sionisme, exprimée comme on le sait par Elmer Berger et l'American Council for Judaism qui craignaient que le sionisme ne constitue au fond une sorte de double loyauté, qu'il n'expose les Juifs/Juives au reproche de ne pas être de vrais Américain·e·s et qu'il ne contrecarre effectivement leurs tentatives d'assimilation à la culture mainstream américaine. Elmer Berger défendait également l'idée que les Juifs/Juives n'étaient ni une culture, ni un peuple, mais simplement une religion et qu'ils n'avaient par conséquent rien en commun en dehors de leur croyance religieuse. Je dirais que c'est une idée assimilationniste datant des années 1920 et 1930 qui tente de ressembler à la conception protestante d'une « communauté de foi ».

Mais pour la gauche juive communiste, socialiste, trotskiste et marxiste, la critique du sionisme venait de deux côtés : de la critique du natio-

nalisme et de la critique du colonialisme. Elle percevait le sionisme comme un nationalisme de droite et, en ce sens, comme un mouvement bourgeois. Elle le considérait comme une forme parmi d'autres de nationalisme – comme une tentative de rallier la classe ouvrière aux intérêts de la bourgeoisie. Dans la revue *New Masses* est paru en 1935 un célèbre règlement de comptes du critique marxiste Robert Gessner avec Vladimir Jabotinsky qu'il appelait le petit Hitler de la mer Rouge. Gessner qualifiait les sionistes de nazis. La gauche considérait d'une manière générale le nationalisme juif comme une formation de droite qui tentait de créer une culture militariste unitaire alignant les intérêts de la classe ouvrière juive sur ceux de la bourgeoisie juive. C'est l'une des critiques du sionisme. L'autre, à mon avis plus actuelle pour la gauche d'aujourd'hui, est que le sionisme est une forme d'impérialisme. Lorsque l'on considère les pamphlets, revues et discours de la gauche juive des années 1930 et 1940, on voit qu'elle reprochait aux sionistes de se faire les alliés de l'impérialisme britannique. Elle avait conscience du fait que le Proche Orient avait d'abord été colonisé par les Ottomans, puis par les Britanniques, et considérait la lutte pour la libération de la Palestine comme faisant partie d'un mouvement anti-impérialiste mondial. [...]



La une de l'édition de *New Masses* 1935.

Lorsque l'Holocauste a commencé dans les années 1940 et que les Juifs et Juives ont dans la mesure du possible fui l'Europe, certains membres du Parti communiste [américain] se sont prononcés pour permettre aux Juifs/Juives menacés d'extermination d'émigrer en Palestine, seule destination évidente. Mais cela ne voulait pas dire qu'ils pouvaient y établir un Etat national. Ils devaient s'entendre du mieux possible avec les populations qui y vivaient. Il existait un Parti communiste en Palestine qui militait pour la collaboration judéo-palestinienne en vue de renverser les Britanniques et de créer un Etat binational. Dans la pratique, les choses se sont avérées plus difficiles qu'en théorie, et ce pour de nombreuses raisons, notamment le caractère cloisonné des colonies juives. [...] Earl Browder, Président du Parti communiste [américain], a déclaré dans un discours à l'hippodrome de Manhattan qu'un Etat juif ne pouvait être créé que par l'expulsion de 250 000 Palestinien·e·s, ce que beaucoup ont trouvé choquant à l'époque, mais qui s'est avéré être un drame euphémisme. [...]

Sarah Lazare : À qui ou à quoi attribuer la responsabilité de l'effacement de cette histoire de l'antisionisme juif de gauche ?

Benjamin Balthaser : Je n'attribuerais pas la faute de l'effacement à la seule Union soviétique ou au sionisme ; en effet, nous devons aussi penser à la guerre froide et à la façon dont celle-ci a détruit la vieille gauche juive, en la poussant vraiment dans la clandestinité et en démantelant ses organisations. Je pense que nous devons également considérer comment l'adhésion au sionisme a été perçue comme un moyen de redonner leur respectabilité aux Juifs et Juives dans l'après-guerre.

Avec l'exécution des Rosenberg, la chasse aux communistes (la peur des Rouges) à la fin des années 1940 et dans les années 1950, et l'interdiction de fait du Parti communiste américain – dont la moitié des membres étaient juifs dans les années 1930 et

1940 –, le lien avec l'impérialisme américain était pour une grande partie de l'establishment juif un moyen de normaliser la présence juive aux États-Unis. Espérons que cette période soit dans une certaine mesure révolue.

Avec des gens comme Bari Weiss et Jared Kushner, nous voyons le vide et la stérilité qui résultent du ralliement à un projet impérialiste américain. Pourquoi quelqu'un comme Bari Weiss, qui se dit lui-même libéral, voudrait-il s'allier avec les forces les plus réactionnaires de la société américaine ?

C'est la matrice sanglante de l'assimilation et de la blanchité issue de l'urbanisation de la guerre froide dans les années 1950. Israël était un élément de ce pacte diabolique qui disait : oui, vous pouvez être de vrai·e·s Américain·e·s, vous pouvez fréquenter les grandes universités américaines, emménager dans les banlieues et vous rallier au courant dominant de la vie américaine tant que vous nous rendez ce petit service qui consiste à soutenir les ambitions des États-Unis dans le monde.

Avec l'émergence aux États-Unis de nouveaux mouvements sociaux, juifs et non juifs, qui remettent en question le rôle des USA dans le soutien au sionisme, on peut espérer que cette stratégie pourra progressivement changer. Avec l'émergence de Jewish Voice for Peace, de IfNotNow, des Democratic Socialists of America et du Movement for Black Lives, qui sont tous très critiques à l'égard du soutien des USA au sionisme, le bon sens commence à changer de direction au sein de la communauté juive, en particulier chez la jeune génération. Le combat est loin d'être terminé, mais il me rend un peu optimiste pour l'avenir.

Benjamin Balthaser enseigne la littérature américaine multiethnique à la Indiana University de South Bend, USA. Il est l'auteur du recueil de poèmes « Dedication » sur l'ancienne gauche juive et de la monographie scientifique « Anti-Imperialist Modernism ». Il prépare actuellement

un livre sur le marxisme juif, la pensée socialiste et l'antisionisme au 20^e siècle.

Sarah Lazare est journaliste indépendante et rédactrice web de In These Times.

Source : revue en ligne Jacobin (bit.ly/-3Fhd1gu), parue initialement dans These Times (bit.ly/3naGB1d).

La coexistence dans les « villes mixtes » d'Israël a toujours été une illusion

Les villes d'Israël où les communautés juive et palestinienne cohabitent, sont considérées comme un modèle de coexistence entre les deux groupes de population. Mais la réalité n'est pas aussi positive. Cela explique pourquoi, dans le courant de l'année dernière, ces villes ont donné lieu à de nombreuses manifestations.

Jonathan Cook

[...] Dans le discours officiel israélien, les « villes mixtes » – avec Haïfa souvent mise en avant comme exemple phare – sont depuis longtemps présentées comme des rares endroits où les citoyen·ne·s juifs/juives et palestinien·ne·s vivent en étroite proximité, faisant d'eux des modèles potentiels de meilleure compréhension et coopération entre les deux populations. Il est beaucoup moins souvent question du revers de la médaille, à savoir que ces quelques « villes mixtes » sont à peu près les seules où existe une quelconque interaction quotidienne entre citoyen·ne·s juifs/juives et palestinien·ne·s. Dans le reste du pays, Israël a imposé une ségrégation résidentielle stricte. Les citoyen·ne·s palestinien·ne·s sont confiné·e·s dans quelque 120 communautés surpeuplées, où ils/elles sont privé·e·s de terres, de permis de construire, de zones industrielles et de salles de classe pour leurs enfants.

Des quartiers pauvres

En fait, même dans les « villes mixtes », il n'y a pas de réelle cohabitation. La création d'Israël en 1948 s'est déroulée sur les ruines de la terre natale des Palestinien·ne·s, à une époque où des villes comme Haïfa, Acre, Jaffa, Lod (Lydd) et Ramle étaient parmi les plus importantes de Palestine. Au cours de la Nakba, les dirigeant·e·s israélien·ne·s se sont donné·e·s pour priorité de chasser presque tous et toutes les résident·e·s palestinien·ne·s de ces villes et de les exiler, cela dans le cadre d'une politique visant à s'assurer qu'il n'y subsiste pas

d'élite urbaine éduquée à même d'organiser une résistance politique ou diplomatique à sa campagne de nettoyage ethnique. Aujourd'hui, la plupart des Palestinien·ne·s vivant dans les « villes mixtes » sont les descendant·e·s non pas des familles qui y vivaient à l'origine, mais de réfugié·e·s y ayant été piégé·e·s alors qu'ils et elles tentaient de se mettre en sécurité en 1948. L'armée israélienne a souvent regroupé les réfugié·e·s dans les quartiers les plus pauvres de ces villes historiques palestiniennes – des quartiers où les Juifs et Juives ne voulaient pas habiter – en attendant qu'Israël décide de leur sort. Les descendant·e·s des réfugié·e·s vivent toujours dans ces quartiers défavorisés, louant généralement leurs logements à Amidar, une société immobilière gérée par l'État hébreux.



La ville palestinienne de Haïfa en 1920. Source: *Institute for Palestine Studies*.

Pendant des décennies, Amidar leur a refusé l'autorisation de rénover ou d'améliorer leurs maisons. Cette société n'est généralement que trop prête à les expulser si une agence d'Etat ou des investisseurs juifs décident que ces familles palestiniennes font obstacle à un projet de « judaïsation ».

Au cours des trois dernières décennies, Israël s'est surtout efforcé de « judaïser » les « villes mixtes » par le biais d'une guerre d'usure religieuse. Une partie des colons a été encouragée à « rediriger » leur attention de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est vers Israël, ce qui les a amené·e·s à empiéter graduellement sur les « villes mixtes ». Les municipalités locales et les agences d'Etat ont attiré les colons avec des financements spéciaux pour leurs séminaires et synagogues extrémistes. Dans les quartiers palestiniens, des maisons et des terrains sont pris pour accueillir à l'intérieur d'Israël ces nouveaux avant-postes fanatiques des principales colonies de Cisjordanie. [...] La conséquence en est un intense ressentiment des Palestinien·ne·s concernés à l'égard de ces nouveaux occupants religieux. Les Palestinien·ne·s n'en deviennent pas pour autant antisémites mais sont confrontés à la nécessité impérieuse de s'auto-protéger.

L'utilisation de l'archéologie comme arme politique

[...] Les villes palestiniennes désormais définies comme « mixtes » sont pour la plupart situées à côté ou au-dessus de ruines romaines, croisées et mameloukes. Israël a détruit le caractère palestinien de ces agglomérations à partir de 1948 en expulsant la majeure partie de la population palestinienne, puis les a progressivement judaïsées en les transformant en espaces publics. Tout comme la religion, l'archéologie a été utilisée contre les habitant·e·s palestinien·ne·s des « villes mixtes » pour contribuer à leur effacement. La politisation de l'archéologie par Israël s'est concentrée sur des couches de l'histoire n'ayant aucun rapport avec son récent passé arabo-palestinien, et a pour objectif d'éclipser ce passé récent.

En outre, la préservation archéologique et les activités touristiques connexes sont devenues le prétexte à un nouveau nettoyage ethnique en éloignant les Palestinien·ne·s de leurs villes historiques. L'exemple le plus clair s'est produit à Jérusalem-Est occupée, où l'Autorité israélienne des antiquités s'est alliée à Elad, une organisation de colons. Ensemble, ces deux instances ont créé dans et sous un quartier palestinien appelé Silwan, un parc à thème « Royaume de David » dans le style Disney, cela en s'appuyant sur des preuves archéologiques des plus douteuses. Avec l'aide du gouvernement et de la municipalité de Jérusalem, le site de la Cité de David est en expansion depuis

plus de trois décennies. Des dizaines de familles de colons juifs armés se sont installées dans le quartier, en violation du droit international. Ce sont en partie ces mouvements qui ont alimenté les tensions à l'origine des manifestations palestiniennes actuelles en Israël et des tirs de roquettes depuis Gaza.

[...] L'une des cibles des protestations actuelles est un musée qui devait bientôt ouvrir ses portes et qui abritait la mosaïque de Lod, une mosaïque romaine presque complète, de renommée mondiale, découverte en 1996. [...] La mosaïque n'a pas été endommagée lors de l'attaque de la semaine dernière, mais la façade en verre du nouveau bâtiment a été brisée. Le ressentiment des résident·e·s à l'égard du nouveau musée de Lod doit être compris dans une double perspective : d'une part des décennies d'occultation du patrimoine palestinien de Lod et de sa population palestinienne actuelle, d'autre part les investissements des autorités israéliennes dans des projets visant à attirer les touristes dans la ville tout en continuant à négliger les résidents palestiniens locaux d'un niveau élevé de pauvreté. La vieille ville de Lod a été en grande partie détruite dans les années 1950 pour effacer son caractère palestinien. Les rues, même dans les quartiers palestiniens, ont reçu des noms hébreux.

A Acre, l'utilisation de l'archéologie comme une arme à l'encontre de la population palestinienne locale est encore plus évidente. Depuis 1948,



La récolte d'oranges est préparée pour l'embarquement. Source: *Institute for Palestine Studies*.

cette population a été largement confinée dans la vieille ville du front de mer, où elle a longtemps été ignorée et condamnée à la pauvreté. Il y a 20 ans, la décision des Nations unies de classer la vieille ville d'Acre au patrimoine mondial de l'humanité a permis de sauver les bâtiments anciens, mais elle n'a guère profité aux habitant·e·s. De fait, leur situation est devenue encore plus précaire depuis qu'Israël, des investisseurs juifs et des pays étrangers ont injecté de l'argent dans le « développement » de la vieille ville. Ces projets sont supervisés par l'Autorité israélienne des antiquités et la Société de développement d'Acre, qui n'ont pas consulté les dirigeant·e·s palestinien·ne·s locaux ou nationaux en Israël.

[...] En fait, ce modèle de coexistence dans les « villes mixtes » a toujours été une illusion, une illusion que les protestations ont finalement servi à briser. La coexistence ne fonctionnait que pour un seul groupe ethnique, les Juifs et Juives. Elle s'est construite sur la judaïsation continue de ces agglomérations palestiniennes historiques pour effacer leur héritage palestinien et chasser leurs populations palestiniennes. Le tourisme et la préservation archéologique ont simplement été des moyens pratiques permettant de sauvegarder l'image de marque de la judaïsation au 21^e siècle. Ils ont attiré moins d'attention et d'opposition internationales que les opérations de nettoyage ethnique d'Israël et les démolitions massives de communautés réalisées au siècle précédent.

Source : *La coexistence dans les « villes mixtes » d'Israël a toujours été une illusion*, 22 mai 2021, bit.ly/3H-eKkSo. L'article original, qui a été ici fortement abrégé, contient un grand nombre de références aux protestations du printemps 2021.

Jonathan Cook, auteur et journaliste britannique primé, réalise depuis Nazareth des reportages sur le Moyen-Orient, notamment sur le conflit israélo-palestinien.

Impressum

Palestine Info Hiver 2021/22, tirage all.: 2200 ex., fr. 500 ex.

Editeur :

Palästina-Solidarität Region Basel,

Mattweg 25, 4144 Arlesheim

www.palaestina-info.ch

info@palaestina-info.ch

Merci pour vos dons, CCP 40-756856-2

IBAN : CH31 0900 0000 4075 6856 2

Un cheval sournois

Le logiciel de surveillance israélien Pegasus est une arme contre l'opposition politique et les personnes qui s'engagent pour les libertés et les droits humains. Il peut être installé sur les téléphones portables sans que leurs propriétaires le remarquent, manipuler les appareils et s'appropriier les données.

Hanspeter Gysin

Déjà en 2016, une recherche de l'Université de Toronto avait porté sur l'entreprise israélienne NSO, spécialisée en cyber-espionnage et qui a développé Pegasus. Mais ce n'est que suite à l'assassinat du journaliste contestataire Jamal Khashoggi¹, une épine dans le pied du monarque saoudien, que NSO 2018 a fait la une des médias pour une courte période. Un groupe de journalistes avait étudié plus en détail Pegasus, en collaboration avec Amnesty International, et publié leur rapport sous le titre « histoires interdites » (forbiddenstories.org). Comme l'ont montré les enquêtes, Pegasus est aujourd'hui au service de monarchies dictatoriales comme l'Arabie Saoudite ou les Émirats arabes unis, de régimes autoritaires tels que l'Égypte, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan ou la Hongrie, ainsi que de pratiquement tous les régimes et oligarchies confrontés à une opposition de fond et à un journalisme d'investigation. Selon les personnes qui ont mené l'enquête, le logiciel a déjà été installé sur les appareils de près de 50 000 défenseurs des droits humains, journalistes, personnes-clés de l'économie ainsi que d'installations étatiques et autres. Le fait que le Service de renseignement suisse fasse également partie de la clientèle de NSO devrait faire réfléchir.

En matière de course à l'armement et de militarisation, Israël occupe les

premiers rangs au niveau mondial. C'est le pays qui, par rapport au nombre d'habitant·e·s, investit le plus en termes de finances et de recherche scientifique, pour le développement d'armes ainsi que de technologies de sécurité et de surveillance. Le travail intellectuel préalable indispensable à l'industrie correspondante et à la formation de cadres pour les questions sécuritaires est fourni par les universités du pays. Les finances proviennent des caisses de l'État ou d'investisseurs étrangers. Les chefs de NSO² ont débuté leur carrière dans l'armée ou dans les services de renseignement. Ils vendent leur marchandise en accord avec les principes de politique sécuritaire de l'État et ne peuvent pas exporter leurs produits sans autorisation formelle de ce dernier.

Comme tous les développements destinés à la consolidation de l'occupation et à l'appropriation progressive de la Palestine, la technique de surveillance et d'espionnage est elle aussi testée sur la population palestinienne. Sur le marché international, Israël présente la technologie des drones comme « field tested », soit testée sur le terrain, et c'est aussi le cas des technologies de surveillance de masse.³

La livraison du logiciel d'espionnage explique entre autres pourquoi Israël

se rapproche politiquement de son prétendu principal ennemi, l'Arabie Saoudite, et d'émirats qui sont en lien avec elle, tel que Bahreïn, ou du royaume du Maroc. Les motifs en sont la liquidation de l'opposition et de la résistance, ainsi que l'hostilité commune contre le régime des mollahs d'Iran.



Pégase, le cheval ailé de la mythologie grecque, qui envoie les éclairs de Zeus. Johannes Hevelius, astronome au 17^e siècle. Source: Wikipedia.

Voici une liste (incomplète) de journalistes d'investigation qui ont été assassinés depuis la commercialisation de Pegasus :

Jamal Khashoggi (Arabie Saoudite), Miroslava Breach, Javier Valdez Cárdenas, Cecilia Pinedawas, Regina Martínez (Mexique), Crispin Perez, Desidario Camangyan, Ardiansyah Matra'is, Gerardo Ortega, Darío Fernández Jaén (Philippines), Wisut Tangwittayaporn (Thaïlande), Hang Serei Odom (Kambodscha), Sai Reddy, Jagendra Singh (Inde), Soe Moe Tun (Myanmar,) Karun Misra, María Efigenia Vásquez Astudillo (Colombie), Daphne Caruana Galizia (Malte), Ahmed Hussein-Suale (Ghana).

¹ Le téléphone de son épouse était infecté par Pegasus.

² L'entreprise a aujourd'hui une valeur de 1,5 milliard de dollars.

³ Voir l'article de Frontline Defenders : tinyurl.com/_52w3zjpa.